

Le COVID-19 à l'aune de la Société du risque d'Ulrich Beck



En 1986, quelques jours après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, sortait de presse *La Société du risque*. Sur la voie d'une autre modernité¹ signé du sociologue allemand Ulrich Beck (1944-2015). Cet ouvrage, au succès public autant massif que rare pour ce type de publication, a durablement percolé l'ensemble des sciences humaines et a érigé la notion de risque comme concept désormais incontournable de toute analyse du social. Á l'heure d'une pandémie qui confirme pleinement les constats posés dans cet ouvrage séminal, c'est aussi et surtout la partie plus normative de cette pensée qui, aujourd'hui, devrait être relue. Elle apparait en effet susceptible d'envisager le monde post-COVID-19 : dans le marasme actuel, face à l'incertitude existentielle, les pistes ouvertes par Beck il y a plus de 30 ans constituent assurément de précieuses balises aptes à renouveler autant notre rapport intime au risque que la réponse politique qui lui est apportée.

Comme l'indique le sous-titre de son ouvrage fondateur (*Sur la voie d'une autre modernité*), Ulrich Beck s'inscrit dans le paradigme de la modernité ; il est tout sauf un penseur postmoderne. Auberge espagnole de la réflexion contemporaine, le postmodernisme récuse toute possibilité d'embrasser le social au regard d'un grand récit : à ses yeux, tout n'est que fragmentation et discontinuité et aucune vérité ne peut être approchée à l'aide d'un concept total comme l'est celui de risque chez Ulrich Beck. Ce dernier, à l'instar du sociologue britannique Anthony Giddens², parlera dès lors de « modernité tardive » ou « d'hyper-modernité » pour signifier qu'entre la première modernité culminant avec la société industrielle et celle, radicale, dans laquelle nous vivons actuellement, un fil conducteur peut être tracé et précisément révélé à l'aide du concept de risque.

Paradoxalement, le risque n'est jamais précisément défini chez Beck. Ce parti pris stratégique – la globalité du concept fait que quiconque peut se projeter dans l'univers de la société du risque – a tout autant contribué au succès de cet auteur qu'il n'a entraîné nombre des critiques lui étant adressées. Cependant, Beck énumère une série de caractéristiques typiques et inédites du risque contemporain qui permettent de saisir ce que la notion peut recouvrir. Dans *La société du risque*, Beck se fonde essentiellement sur les risques liés à la modernisation et au développement technico-industriel. Il cite régulièrement en exemple la catastrophe de Bhopal, celle de Three Mile Island ou encore l'utilisation massive de pesticides dans l'agriculture. Ces exemples illustrent, d'une part, le fait que les risques contemporains sont largement immatériels, invisibles et imperceptibles ; avec le COVID-19, le risque est littéralement en nous et le confinement nous rappelle, *a contrario*, que nous sommes tous et toutes des risques pour les autres. Comme l'indique le philosophe François Ewald, « le risque est le mode moderne du rapport à autrui »³. Surtout, ces risques mettent potentiellement en péril la survie même de l'humanité ; Beck parle ainsi de « risques civilisationnels » ce qui a pour conséquence de les extraire du champ des assurances.

D'autre part, le risque contemporain apparait paradoxal : plus la science et la technique évoluent, plus elles découvrent de nouveaux aléas. Elles se font productrices de risques. La science n'est plus la source de certitudes ; au contraire, plus les connaissances s'accroissent, plus les zones d'incertitudes

¹ Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001. Cette première édition française de l'ouvrage sort quelques jours après l'explosion de l'usine chimique AZF de Toulouse. Sa première traduction anglaise était disponible, dès 1992, peu de temps avant la marée noire provoquée par le naufrage de l'Ægean Sea en Espagne et alors que les Nations Unies déclarent la situation de la mer d'Aral comme zone de désastre écologique.

² Voy. Anthony Giddens, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994.

³ François Ewald, *L'État providence*, Paris, Grasset, 1986, p. 20.

grandissent. Victime de son succès, le progrès de la technique génère sans cesse de nouveaux risques. Après les catastrophes exogènes provoquées par Dieu ou le hasard, le risque devient, dès la fin du XIX^e siècle, un mécanisme endogène, un produit de la société. Le risque est en quelque sorte un danger internalisé. Cela ne signifie pas que Beck récuse radicalement toute évolution technique ou scientifique : le constat d'une science productrice de risque exige cependant et, d'après lui, une politisation des sphères technoscientifiques trop longtemps développées à l'abri du regard public et échappant ainsi à toute évaluation démocratique. Á nouveau, la crise que nous traversons illustre pleinement cette vision désenchantée de la science : qu'il s'agisse de l'origine de ce virus, des modalités précises de sa transmission et, bien entendu, des possibilités de traitement qu'il appelle, tout ce que nous savons, c'est qu'en réalité, nous ne savons pas grand-chose...

Sur la notion de risque, [le point de vue épistémologique d'Ulrich Beck](#) apparaît particulièrement stimulant : tour à tour qualifié de « constructivisme faible »⁴, de « posture pragmatique »⁵ ou, par Beck lui-même, de « réalisme réflexif »⁶, il consiste à identifier une sorte de troisième voie entre, d'une part, une perspective positiviste du risque, d'autre part, une approche constructiviste de ce concept, deux courants qui, dans le champ des sciences sociales, n'ont eu de cesse de s'affronter. D'un côté, l'approche réaliste ou positiviste du risque, débouchant sur sa gestion technoscientifique, repose sur la foi en l'existence ontologique du risque. Le risque existe en soi, indépendamment de processus sociaux et culturels ; le risque est un danger objectif qu'une approche scientifique désincarnée peut révéler et dès lors anticiper, prévenir, compenser *etc.* D'un autre côté, l'approche constructiviste charrie, comme son nom l'indique, une vision du risque comme n'existant pas en soi : nos connaissances et nos représentations sur le risque sont uniquement le résultat de l'entendement humain et non le reflet exact de la réalité. Ainsi, ce que l'on qualifiera de risque n'est qu'une manière de voir un phénomène particulier ; le risque est un construit social, il est indissociable de contingences sociales, politiques et culturelles sous-jacentes à son émergence qui elles seules sont dignes de l'analyse.

Beck, lui, se refuse à trancher entre ce débat ; sa théorie vise précisément à articuler ces deux aspects, à rompre autant avec les approches réalistes et naïves du risque et qu'avec la radicalité d'un socioconstructivisme qui flirterait avec la tentation relativiste postmoderne. Certes, d'un point de vue ontologique, les dommages existent – autrement dit le risque repose sur une réalité mais cette réalité est multiple et non figée ; elle se donne à voir uniquement à travers la perception du risque qui elle est évidemment socialement construite et située. « La réalité du risque est perçue à travers sa nature controversée. Les risques n'ont aucune existence abstraite en soi. Ils acquièrent une réalité dans les jugements contradictoires des groupes et des populations. L'idée d'un critère objectif à partir duquel les degrés d'un risque pourraient être mesurés néglige le fait que seul le résultat de perceptions et d'évaluations particulières et culturelles permet d'envisager un risque comme urgent, menaçant et réel ou négligeable et irréel » écrivait-il en 2009⁷.

Cette omniprésence du risque, les caractéristiques qu'il présente aujourd'hui ainsi que la méthode inédite avec laquelle Beck propose de l'appréhender, expliquent, aux yeux du sociologue allemand, deux évolutions majeures qui tranchent avec la première modernité. Premièrement, la stricte séparation entre nature et culture disparaît. La société du risque est une société qui ne peut plus faire la différence entre nature et culture : elle abandonne cette vision dichotomisée typique de la modernité. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, la nature est encore cet « Autre » donné qu'il convient de maîtriser ; de nos jours, elle est intégrée à la civilisation. Le risque présente alors une vertu

⁴ Piet Strydom, *Risk, Environment and Society*, Buckingham, Open University Press, 2002, p. 47.

⁵ John Tulloch, « Everyday Life and Leisure Time », in Peter Taylor-Gooby, Jens Zinn (eds), *Risk in Social Science*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 132.

⁶ Ulrich Beck, *World Risk Society*, Cambridge, Polity Press, 1999, p. 26.

⁷ Ulrich Beck, *World at Risk*, Cambridge, Polity Press, 2009, p. 13. Ma traduction.

herméneutique : lui seul permet d'appréhender socialement les destructions infligées à une nature désormais indissociable de la société. Notre nature contemporaine est devenue, à force de transformations, une construction sociale, un artefact face auquel toute stratégie de mise à distance se révèle vaine⁸. La pandémie actuelle constitue une puissante mais dramatique confirmation de cet état de fait. D'où vient ce virus exactement ? Plusieurs analyses estiment que son apparition et sa diffusion sont indissociables d'activités humaines ayant profondément modifié l'écosystème (déforestation massive, agriculture intensive, élevage industriel...)⁹. Le COVID-19 apparaît ainsi être le fruit d'une hybridation mortifère, le produit d'une nature qui n'a en réalité plus rien de naturel.

Deuxièmement, la logique du risque rompt avec la logique industrielle de classes : à terme, nous sommes tous égaux, toutes égales, face au risque contemporain. Ce dernier est ainsi démocratique : il ne fait pas de différence entre riches et pauvres ; un nuage radioactif ou un prion ne discriminent personne. À terme, la différence entre les personnes qui profitent du risque et celles qui le subissent ne tarde pas à s'estomper ; c'est ce que Beck nomme « l'effet boomerang » du risque. Autant la société industrielle avait à juste titre nourri une analyse du social en termes de classes en lutte, autant la société du risque rend obsolète cette grille de lecture. En effet, la logique conflictuelle à l'œuvre dans la société industrielle – possession et non-possession s'excluent mutuellement – est renversée : l'exposition d'autrui au risque n'enlève rien à ceux qui y sont soustraits. Passe dès lors au second plan l'idéal d'égalité qui constituait le projet normatif de l'État providence. Tout le monde voulait sa part de gâteau ? Désormais, on repousse celle qui est empoisonnée ; au « j'ai faim ! » de jadis succède le « j'ai peur ! » du présent. Sur ce point aussi, force est de constater que la période que nous traversons confirme cette proposition. Certes, au quotidien, le confinement apparaît plus ou moins pénible compte tenu de notre richesse ; certes, l'efficacité de la prise en charge des malades sera souvent fonction de leur portefeuille. Certes. Mais, d'un autre côté, le COVID-19 pourrait presque passer pour la maladie des élites mondialisées, celles qui prennent l'avion comme nous prenons le bus, celles qui se réunissent dans les halls d'hôtels luxueux, bref, celles qui ne connaissent plus de frontières. Ironiquement, il est actuellement plus enviable d'être un berger isolé dans les steppes mongoles qu'un homme d'affaire courant les congrès internationaux... Si la situation n'était pas si dramatique, il y aurait presque quelque chose de réjouissant à voir les puissants eux-aussi atteints, d'assister, par exemple, à la virevolte pathétique d'un Boris Johnson au départ matamore et désormais affaibli. Comme tout le monde.

Dans la dernière partie de *La Société du risque*, Beck ébauche les transformations politiques qu'il estime indispensables en vue de faire face aux risques civilisationnels : celles-ci renvoient à l'idée d'une « modernité réflexive » caractéristique d'une société qui ferait d'elle-même un sujet et un problème. Consciente d'être tout entière déterminée par le risque, la société réflexive naîtra du décalage entre, d'une part, l'émergence de risques produits par le processus de modernisation et, d'autre part, l'incapacité pour les institutions de la modernité industrielle de prendre en charge de tels risques. En 1986, Ulrich Beck pouvait passer pour un doux rêveur au mieux, un dangereux activiste au pire : sa déconstruction du mythe de la science neutre et objective, sa volonté de politiser le progrès technique mais aussi ses appels constants à démocratiser la démocratie par le développement de processus de participation citoyenne à l'élaboration, la mise en



⁸ Pour une analyse interdisciplinaire des relations entre la culture et la nature, voy. aussi le dernier numéro de la revue *Telos* intitulé « Economy and Ecology. Reconciling the Human Relationship to Nature », n° 190, printemps 2020.

⁹ Telle est la conclusion d'un rapport de WWF Italie dont *Le Soir* a récemment fait écho : Michel De Muelenaere, « Détruire la biodiversité, c'est favoriser les épidémies alerte le WWF », *Le Soir*, 30 mars 2020. Voy. aussi Sonia Shah, « D'où viennent les coronavirus ? Contre les pandémies, l'écologie », *Le Monde diplomatique*, mars 2020 ; disponible [en ligne](#).

œuvre et l'évaluation des politiques publiques apparaissent, 30 ans plus tard, sinon acquis, en tout cas très clairement à l'agenda. Tout au long de sa carrière, Beck a arpenté ces espaces qu'il qualifie de « subpolitiques » : creusets d'une nouvelle forme de politique, ces « forums hybrides »¹⁰ sont les endroits où se confrontent paroles expertes et visions profanes, représentants élus et porte-voix associatifs, bref autant de lieux hétérotopiques où s'inventent de nouvelles formes de légitimité démocratique. Visionnaire, Beck opposait au capitalisme transnational alors naissant une éthique cosmopolitique encore à construire¹¹. Loin d'appeler à moins d'État, Beck estimait, au contraire, que ce dernier devait impérativement se (re)centrer sur ses missions principales, s'émanciper d'un marché totalitaire et participer à l'émergence d'une solidarité mondialisée. Le marasme que nous traversons rend l'urgence de cet agenda plus palpable que jamais. Aujourd'hui, nous réalisons assez crument que des services publics largement laissés en friche ces trente dernières années – les soins de santé, les services de sécurité civile mais aussi l'enseignement – peinent à faire face à la situation de crise que nous vivons alors qu'en définitive, l'on peut très bien vivre sans le dernier gadget techno proposé par une multinationale massivement favorisée sur le plan fiscal. Or, si d'ici quelques mois, l'on peut espérer une sortie de crise et un retour à une vie plus ou moins normale, tout restera à construire. En schématisant, un choix s'ouvrira alors à nous. Soit recommencer comme avant et, par un curieux retour de l'histoire, réaffirmer sa confiance dans le progrès scientifique, sa foi dans l'invention technique et, dans une sorte d'élan vital pervers, consommer tant et plus et probablement jusqu'à ce que mort s'en suive. Soit mettre à plat les logiques déviantes qui nous ont menés là où nous sommes, interroger un système économique tournant autant à plein qu'à vide, réinvestir une sphère politique plus gestionnaire qu'exemplaire et définitivement opérer la transformation de notre société du risque en société réflexive¹². Bref, choisir entre aveuglement suicidaire et perspicacité collective¹³.

Julien Pieret, professeur de droit public à l'ULB.

¹⁰ Voy. Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain*, Paris, Le Seuil, 2001.

¹¹ Voy. Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

¹² En ce sens, voy. plusieurs prises de position récentes : Collectif, « Gérer l'urgence... puis réinventer l'avenir », *Le Soir*, 1^{er} avril 2020 ; Bruno Grésillon, « Et si rien ne changeait dans le monde d'après ? », *Libération*, 30 mars 2020 ; Pierre Khalfa, « La crise du coronavirus montre que le régime économique et social actuel est mortifère », *Le Monde*, 30 mars 2020.

¹³ Certains ont déjà choisi : ainsi, Georges-Louis Bouchez, président du Mouvement réformateur, formation politique dont est issue la Première ministre Sophie Wilmès, a affirmé que la pandémie était « une fatalité qui ne dit rien de notre système » ; voy. Aurélie Didier, « Coronavirus : 'la mondialisation aggrave la pandémie' répondent des scientifiques au président du MR », *RTBF*, 1^{er} avril 2020 ; [en ligne](#).